

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de BOUZY

dossier n° DP05107924S0029

date de dépôt: 29/07/2024

date d'affichage en mairie du dépôt :

demandeur: commune de Bouzy, représentée par
Monsieur SAINZ Jean-François

pour: Installation d'une box médicale

adresse terrain: 1 Rue du 20e Siècle 51150 Bouzy

ARRÊTÉ de non-opposition à une déclaration préalable au nom de la commune de BOUZY

Le maire de BOUZY

Vu la déclaration préalable présentée le 29/07/2024, par la commune de Bouzy, représentée par Monsieur SAINZ Jean-François, demeurant 1 Place de la Mairie 51150 Bouzy.

Vu l'objet de la déclaration :

- Pour le projet d'installation d'une box médicale ;
- Située 1 Rue du 20e Siècle 51150 Bouzy ;

Vu le code de l'urbanisme ;

En application de l'article L.174-1 du code de l'urbanisme, la caducité du POS a pour conséquence de rendre applicable le RNU ;

Vu le Règlement National d'Urbanisme ;

Vu l'avis **conforme** du préfet en application de l'article L.422-5 du code de l'urbanisme en date du 31/07/2024 ;

Vu l'avis **réserve avec recommandation** du Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims en date du 20/08/2024 ;

Vu l'avis **favorable** du maire en date du 29/07/2024 ;

ARRÊTÉ

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Article 2

Recommandations émises par l'**architecte-conseil du PNR de la Montagne de Reims** :

- Le bardage blanc du container comme les grands logos et inscriptions en orange, pouvant être assimilés à des enseignes, ne permettent pas une bonne intégration de cet élément dans son environnement ; préférer un bardage de teinte moyenne à nuance de beige voire de brun en harmonie avec les constructions environnantes. Le blanc, trop impactant, est à proscrire.
- Par ailleurs, le Parc rappelle qu'une autorisation est nécessaire pour la création d'enseignes dans les Parcs naturels régionaux. Le demandeur devra donc réaliser un dossier de demande d'autorisation d'installation d'enseigne.

Fait à BOUZY, le 21/08/2024

Le maire,

SAINZ Jean-François



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :

Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

